

## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2009

## Le virus de la récession se propage rapidement

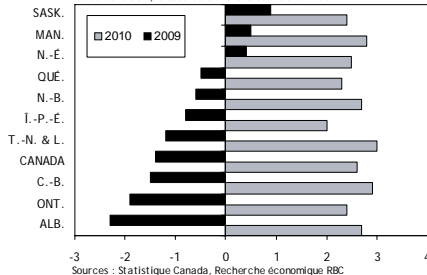
Depuis le début de l'année dernière, les provinces du centre du Canada guettent l'apparition de signes que la récession américaine s'étend au nord de la frontière. En raison de ses liens commerciaux avec les États-Unis, qui sont les plus solides parmi ceux de toutes les provinces (surtout grâce à l'intégration rigoureuse de son secteur industriel clé, l'automobile), l'Ontario a été perçue comme la principale porte d'entrée du ralentissement au Canada, le Québec venant en second. De fait, les provinces du centre du Canada — particulièrement l'Ontario — ont montré les premiers signes de contagion, soit des exportations en chute libre, un secteur manufacturier malmené et un secteur forestier en crise. Cependant, le virus de la récession s'est aussi faufilé dans la région du Pacifique et a frappé la région des Rocheuses à la vitesse de l'éclair, contaminant au passage les économies de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, cette dernière que l'on croyait quasi indestructible jusqu'à tout récemment.

Cette violente éruption à l'extrémité ouest du pays s'est d'abord manifestée dans les marchés du logement, lesquels ont été terrassés après la période d'effervescence des dernières années. Elle a ensuite touché le secteur de fabrication des produits de base, alors que les prix de ces produits se sont mis à chuter en milieu d'année l'an dernier. Ce revirement soudain traduisait la détérioration rapide de l'économie mondiale : non seulement la récession américaine s'est-elle étendue à l'échelle internationale, mais la crise financière persistante l'a également aggravée encore plus que la plupart ne l'avait imaginé. Par conséquent, la demande mondiale de produits de base s'est effondrée, tout comme leurs prix (ce qui a entraîné certaines des baisses les plus substantielles de l'histoire). Les régions du Canada qui avaient prospéré durant l'essor des produits de base l'été dernier (lorsque les prix des produits de base avaient le vent en poupe) ont vu la chance les abandonner. Les revenus découlant des prix élevés des produits de base qui affluaient vers les coffres des sociétés et des gouvernements ont eux aussi diminué considérablement. Des projets d'investissement de plusieurs milliards de dollars ont été mis en veilleuse ou ont été entièrement annulés, car leur aspect économique n'était plus justifié, leur réalisation était devenue facultative ou leur financement avait été compromis par la crise financière. Bref, les projets ont cessé de bénéficier du choc des termes de l'échange qui a favorisé une croissance exceptionnelle dans de nombreuses régions canadiennes au cours des dernières années.

Quelques provinces — dont la Saskatchewan, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse — affichent des facteurs fondamentaux relativement meilleurs et devraient continuer d'obtenir des résultats supérieurs aux autres. Nous avons néanmoins revu à la baisse notre pronostic de croissance du PIB réel d'un océan à l'autre en 2009, compte tenu de la dégradation de la conjoncture mondiale et de l'assombrissement des prévisions à court terme pour l'économie canadienne depuis la publication des perspectives provinciales de décembre. On prévoit maintenant que toutes les provinces (à l'exception de la Saskatchewan, du Manitoba et de la Nouvelle-Écosse) subiront un recul cette année, signe de la généralisation de la récession. L'Alberta, la Colombie-Britannique,

## Croissance du PIB réel

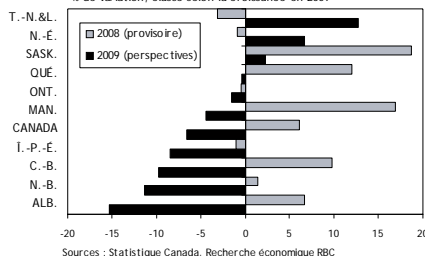
% de variation, classé selon la croissance en 2009



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Dépenses prévues en immobilisations des sociétés privées et des administrations publiques

% de variation, classé selon la croissance en 2009



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Paul Ferley

Économiste en chef adjoint  
 (416) 974-7231  
 paul.ferley@rbc.com

## Robert Hogue

Économiste principal  
 (416) 974-6192  
 robert.hogue@rbc.com

l'Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador devraient essayer les pires pertes, alors que le Québec, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard n'accuseront qu'un ralentissement relativement faible.

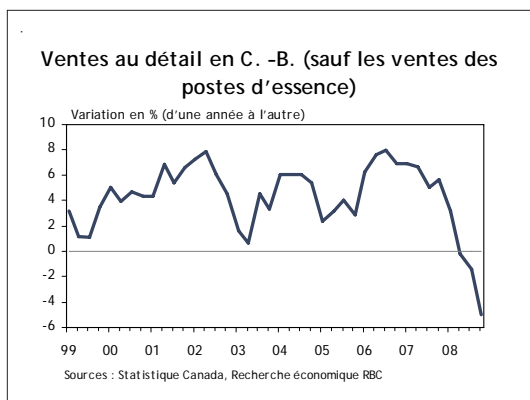
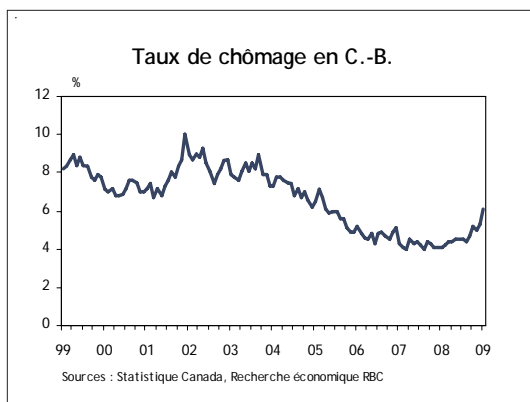
À l'approche de la période où de nombreux gouvernements présentent leur budget, les dirigeants politiques mettront l'accent, au cours des prochains trimestres, sur les mesures de stimulation budgétaire susceptibles de revigorer les économies provinciales. Les dépenses relatives aux infrastructures publiques domineront, dans la plupart des cas, l'ordre du jour. Cependant, alors que les programmes favoriseront les projets prêts à démarrer, nous croyons que la plupart de ces mesures porteront principalement leurs fruits en 2010. D'ici là, nous prévoyons que l'économie américaine sera en mode reprise, et que les conditions au Canada s'amélioreront grâce aux bas taux d'intérêt, un dollar canadien concurrentiel et l'impulsion budgétaire, ce qui embellira grandement les perspectives provinciales.

### Colombie-Britannique – Une correction qui se transforme en contraction

En raison des dommages grandissants que cause la récession mondiale au secteur des exportations ainsi que des contrecoups que subit l'activité économique interne à un rythme plus rapide que prévu, l'économie de la Colombie-Britannique vogue vers sa première contraction annuelle depuis plus de vingt-cinq ans. Nous révisons à la baisse nos prévisions de décembre concernant le PIB réel de la province, les faisant passer d'un taux de croissance de 0,6 % à un taux de décroissance de 1,5 %, soit le pire résultat depuis 1982.

La rapidité avec laquelle le secteur du logement, le marché du travail, les dépenses de consommation et les investissements se sont détériorés au cours des derniers mois éloigne la perspective d'une reprise mondiale qui s'amorcerait au second semestre de 2009 et qui compenserait largement le ralentissement à court terme. Nous signalons depuis des mois la dégradation de l'économie intérieure de la province, mais la situation s'est récemment aggravée à un rythme accéléré. La correction du marché du logement s'est transformée en débandade, alors que les activités de revente ont atteint leurs plus faibles niveaux depuis le milieu des années 1980 et que les pressions à la baisse sur les prix se sont intensifiées. La demande de nouveaux logements s'est fortement contractée, et les mises en chantier sont tombées, en février, à leur plancher le plus bas depuis le début de 2002. De plus, le carnet de commandes n'est pas très garni, comme en témoigne la chute considérable du nombre de permis de construction émis par les municipalités récemment. Le marché du travail affiche sa plus longue série de pertes depuis 1986, le niveau d'emploi dans la province ayant diminué chaque mois depuis septembre. Notons en particulier une énorme baisse de 35 000 emplois en janvier, la plus forte jamais enregistrée dans la province. Les consommateurs de la province ont réduit leurs dépenses alors que leur confiance est ébranlée. Les ventes au détail ont été lamentables au cours des derniers mois, particulièrement durant la période de pointe que constitue habituellement le temps des Fêtes.

En raison de l'effondrement des marchés de produits de base, causé par la récession mondiale, le développement du secteur prometteur du gaz naturel de la Colombie-Britannique s'essouffle. Conjointement à la fin de la construction des infrastructures olympiques, les investissements – l'une des forces de la prov-



ince l'an dernier – diminueront considérablement en 2009. Publiée en février, l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement a révélé que les dépenses en capital se replieront d'environ 10 % cette année, ce qui affaiblira davantage l'économie intérieure. Les mesures de stimulation budgétaire – principalement sous la forme de l'augmentation des dépenses d'infrastructures du secteur public – annoncées dans les plus récents budgets des gouvernements du Canada et de la C.-B. apporteront un peu de répit, mais leur portée sera limitée à très court terme. Le regain de l'économie devrait être plus perceptible l'an prochain, où l'on devrait voir une amélioration de la conjoncture mondiale, une reprise progressive des marchés des produits de base et un apport positif du commerce extérieur. La flambée des dépenses touristiques qui découlera de la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 contribuera davantage à la croissance de la province. On prévoit que l'expansion du PIB réel de la Colombie-Britannique remontera à 2,9 % l'an prochain.

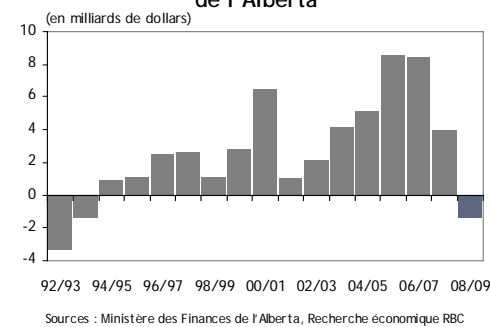
### Alberta – Secteur énergétique ébranlé = marasme économique

Il n'existe pas d'indice plus éloquent de la tournure négative qu'a prise l'économie de l'Alberta qu'un déficit du gouvernement provincial, compte tenu du fait que la province détient le record de la plus longue série de surplus (14) du pays. Alors que le déficit attendu (actuellement à 1,4 milliard de dollars) pour l'exercice qui se terminera en mars découlera principalement des pertes importantes liées aux marchés boursiers subies par l'Alberta Heritage Savings Trust Fund et d'autres fonds de dotation, la détérioration des finances provinciales constitue néanmoins un signe de l'affaiblissement des données économiques à court terme. La chute abrupte des prix du pétrole et du gaz, après leurs sommets de l'été dernier, a radicalement modifié les perspectives de revenus tirés des produits de l'énergie pour l'année 2009, et les programmes de dépenses en immobilisations de la province ont été réduits en conséquence, y compris pour le forage de nouveaux puits et le développement de mégaprojets liés aux sables bitumineux. Selon une récente enquête de Statistique Canada, les investissements non résidentiels fléchiront de plus de 15 % cette année, ce qui entraînerait le plus fort recul de toutes les provinces et le premier en Alberta depuis 1999.

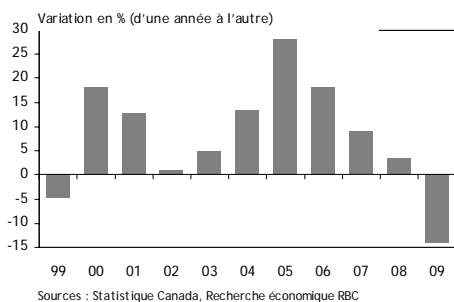
On prévoit que l'incertitude née du ralentissement du secteur pétrolier et gazier ainsi que la fragilité générale de la conjoncture économique continueront de peser sur l'état d'esprit des consommateurs de l'Alberta durant de nombreux mois encore. On s'attend à ce que les ventes au détail, qui suivent une tendance à la baisse depuis le début de l'année dernière, affichent une fois de plus un recul global en 2009, et ce, même si des signes d'amélioration font leur apparition au courant de l'année. Bien loin de son sommet cyclique, la demande de logements continuera de ralentir. La réduction des prix des logements contribuera à rétablir leur accessibilité. Toutefois, la flambée des dernières années a été telle dans les principaux marchés de la province que les acheteurs de maisons neuves demeureront réticents tant que l'incertitude économique ne se sera pas dissipée. On prévoit que la construction de logements ralentira considérablement et que les mises en chantier passent à 22 300 unités, un plancher vieux de 13 ans.

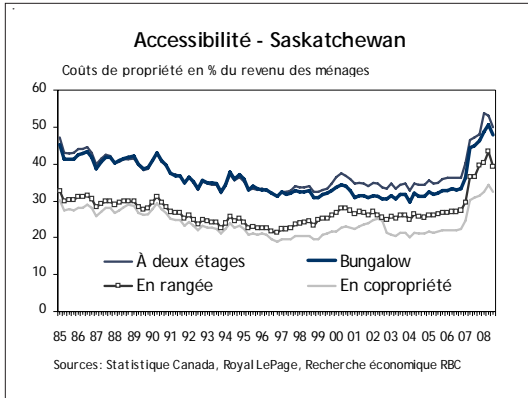
La perte de l'élan que le secteur de la construction (résidentielle et non résidentielle) et de solides revenus provenant des ressources avaient donné à l'économie provinciale ces dernières années s'avérera un coup dur que même l'augmentation

Surplus ou déficit budgétaire du gouvernement de l'Alberta



Intentions d'investissement dans les secteurs public et privé de l'Alberta





des dépenses gouvernementales ne parviendra pas à compenser. Par conséquent, l'économie de l'Alberta vit maintenant sa première contraction depuis 1986. On prévoit que le PIB réel chutera de 2,3 % cette année, la baisse la plus substantielle parmi toutes les provinces. Cependant, puisque la reprise économique mondiale s'amorcera plus tard cette année et qu'elle revigorera la demande et les prix des produits de l'énergie, la situation de l'Alberta devrait s'améliorer d'ici l'an prochain, ce qui permettra à son économie de retrouver le chemin de la croissance en 2010.

### Saskatchewan – Amochée, mais toujours première au pays

Malgré le rythme soutenu qu'elle a affiché jusqu'à maintenant, l'économie dynamique de la Saskatchewan subira les contrecoups de la récession qui s'aggrave aux États-Unis et dans d'autres pays. En particulier, la faiblesse des prix des produits de base, qui est plus importante que prévu, nous a incités à réduire de 2,8 % à 0,9 % nos prévisions de croissance pour 2009 dans la province (établies dans les perspectives provinciales de décembre). Malgré cette forte révision à la baisse, nous nous attendons toujours à ce que la Saskatchewan finisse en tête du classement national et qu'elle soit l'une des trois seules provinces à enregistrer une croissance cette année. En raison de la reprise de la croissance attendue aux É.-U. pour 2010 et de l'amélioration concomitante de la situation des marchés des produits de base, nous nous attendons à ce que la croissance de la province remonte à 2,4 % (ce qui correspond à nos dernières prévisions).

Au début de 2008, les prix records des principaux produits de base destinés à l'exportation de la Saskatchewan (dont la potasse, le pétrole et les céréales) ont permis à cette dernière de se hisser au sommet du classement provincial de la croissance. Cependant, la dégradation rapide des prévisions de croissance économique mondiale depuis le milieu de l'année a déstabilisé les marchés des produits de base et a entraîné un effondrement des prix. Bien que les prix actuels puissent tenir compte d'un pessimisme excessif, les futures prévisions de prix resteront bien inférieures aux sommets atteints dernièrement. Par conséquent, les dépenses en capital sont réduites dans la province. Publiée récemment, une enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement non résidentiel des secteurs public et privé montre que la croissance des dépenses en capital devrait ralentir considérablement, passant d'une hausse frisant les 19 % en 2008 à une augmentation de seulement 2,3 % cette année. Il faut cependant noter que, bien que son accroissement soit minimal, le taux de croissance est largement supérieur au taux de décroissance des dépenses de 6,6 % prévu pour l'économie canadienne dans son ensemble.

La forte montée des revenus découlant de la vigueur antérieure des prix des produits de base a également contribué à alimenter les investissements résidentiels. La hausse fulgurante de la demande de logements a entraîné la flambée des prix des maisons, qui ont affiché des augmentations annuelles supérieures à 40 % (pour les logements neufs) au début de 2008. Ce renchérissement a ensuite stimulé les activités de construction résidentielle, car les mises en chantier ont atteint, en juin dernier, un sommet annualisé de 10 400 unités. Cependant, la forte ascension des prix était largement supérieure aux augmentations de revenus, ce qui a causé une brusque dégradation de l'accessibilité au logement dans la province. Cette situation a entraîné le ralentissement des activités de construction résidentielle, la hausse des prix s'affaiblissant pour se situer à 10 % en

décembre et le nombre de mises en chantier décélérant pour atteindre 5 300 au quatrième trimestre. En fait, on prévoit que la détérioration antérieure de l'accessibilité au logement continuera d'exercer des pressions à la baisse sur les marchés du logement provinciaux durant toute la période de prévision, ce qui conduira à de nouvelles diminutions du nombre de mises en chantier, qui passeront à 4 400 unités en 2009, puis à 3 700 en 2010.

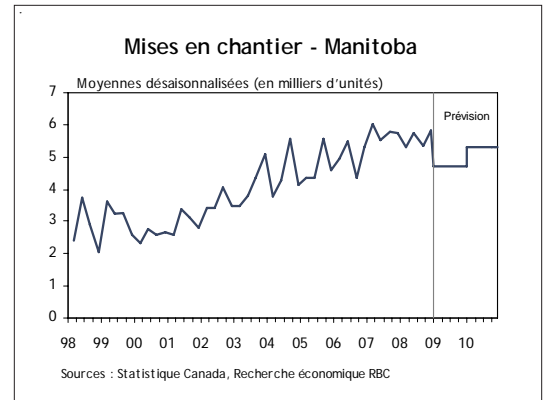
## Manitoba – Maintenir le cap dans la tempête

À la lumière de l'intensification de la tempête économique qui a frappé le monde au cours des derniers mois, nous réduisons nos prévisions de croissance pour le Manitoba, établies en décembre, les faisant passer de 1,9 % à 0,5 %. Cette révision à la baisse traduit également l'ampleur des programmes de dépenses en capital de la province, qui est moindre que prévu, comme le montre la plus récente enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement. L'enquête a indiqué que les dépenses en immobilisations non résidentielles fléchiront de 4,4 % cette année, après une forte augmentation de 17 % en 2008. On prévoit également que les investissements résidentiels nuiront à la croissance, car l'incertitude grandissante à l'égard de l'économie pèse sur la confiance des consommateurs et fait reculer la demande de nouveaux logements dans la province. On s'attend à ce que les mises en chantier, qui se sont généralement maintenues autour de 5 600 unités (en moyenne) en 2008, passent à 4 600 en 2009.

En raison de la reprise de l'économie américaine l'an prochain, on prévoit que la croissance au Manitoba reviendra à 2,8 % (ce qui correspond à nos dernières prévisions). Une augmentation de la demande au sud de la frontière stimulera les exportations du Manitoba et contribuera à l'amélioration des perspectives concernant les produits de base.

Malgré une révision à la baisse en 2009, le taux de croissance de l'économie provinciale demeurera bien supérieur à la moyenne nationale et se classera au deuxième rang, tout juste derrière celui de la Saskatchewan. Ces résultats relativement solides s'expliquent en partie par l'importante diversification des secteurs industriels du Manitoba, qui permettent de contrebalancer le mauvais rendement des secteurs problématiques. Le secteur des ressources, qui subit les contrecoups de la baisse des prix des céréales et des métaux communs, n'avait pas connu une explosion des dépenses en capital suite à l'essor antérieur de ces prix. Par conséquent, la province n'affiche pas un recul marqué de ses activités, comme celui que vit actuellement l'Alberta et, dans une moindre mesure, la Colombie-Britannique. De même, bien que le secteur manufacturier axé sur les exportations constitue un segment assez considérable de l'économie du Manitoba, la récession américaine y cause moins de dégâts qu'en Ontario. L'industrie automobile de cette dernière est en lambeaux en raison de la chute des ventes sur le marché américain et de la restructuration douloureuse rendue nécessaire par les graves difficultés des principaux constructeurs automobiles nord-américains. Le secteur manufacturier du Manitoba repose davantage sur les produits d'alimentation, les aéronefs et la construction d'autobus ; ce dernier segment devrait bénéficier d'un appui considérable découlant des récentes mesures budgétaires annoncées, qui stimuleront les dépenses d'infrastructures dans le domaine du transport en commun.

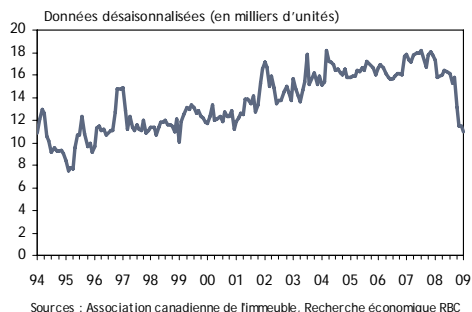
## Ontario – Combattre la récession



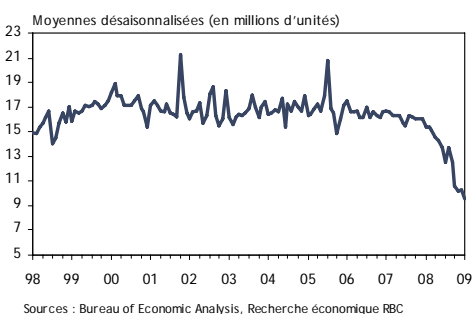


Première à subir les conséquences de la chute abrupte du marché américain, l'économie ontarienne lutte contre la récession depuis l'an dernier. Les pertes essuyées par les exportateurs de la province — y compris les constructeurs automobiles et les fabricants de pièces automobiles — se sont accumulées et ont grandement nui au rendement global de la province. Depuis la fin de l'été dernier, le virus de la récession s'est propagé et a réussi à contaminer le cœur de l'activité économique interne — les dépenses de consommation et le logement. Manifestement inquiets face à la dégradation de l'économie et à la multiplication des pertes d'emploi dans la province, les consommateurs de l'Ontario ont déserté les centres commerciaux et ont mis en veilleuse leurs projets d'achat de maisons. Les ventes au détail se sont repliées au cours des cinq derniers mois de 2008. Même après avoir suivi une tendance à la baisse remontant à la fin de 2007, les ventes de maisons existantes ont dégringolé depuis l'automne, atteignant même en février un plancher vieux de 10 ans. Le recul dans la construction résidentielle a été moins marqué, mais l'activité a été principalement soutenue par les projets d'immeubles à logements multiples qui découlent de ventes réalisées il y a un an ou deux, alors que la demande de logements était encore forte. Par conséquent, la construction de nouvelles maisons pourrait bien être en retard par rapport aux ventes et un ralentissement important devrait survenir. Nous prévoyons que le nombre de mises en chantier plongera vers les 58 000 unités en 2009, leur plus bas niveau en 11 ans.

### Ventes de logements en Ontario



### Ventes de véhicules automobiles - États-Unis



Pendant ce temps, l'hémorragie se poursuit dans le secteur manufacturier, où les fermetures d'usines et les pertes d'emploi s'accroissent à une vitesse effrayante. Le destin de l'industrie automobile est remis en cause, ou du moins sa forme actuelle. Les cris de détresse des trois grands constructeurs automobiles américains ont été entendus par les gouvernements américain, canadien et ontarien, qui ont engagé près de 29 milliards de dollars US en prêts de sauvetage. Cependant, même si l'aide accordée permettait à ces sociétés de poursuivre leurs opérations, l'industrie automobile nord-américaine subira probablement des changements profonds, lesquels auront des conséquences considérables sur les nombreux fabricants de pièces automobiles de l'Ontario. Tout glissement des programmes de redressement proposés par les trois grands de l'automobile américains entraînerait un risque de repli de l'économie ontarienne.

Puisque les prochaines pertes d'emploi dans le secteur manufacturier ne seront plus compensées par des gains du secteur des services cette année, on prévoit que l'emploi total diminuera (de 1,9 %) pour la première fois en 17 ans. On croit que le taux de chômage, qui a fortement augmenté au cours des six derniers mois, atteindra une moyenne annuelle jamais enregistrée en 13 ans (8,6 %).

Dans son énoncé économique de l'automne dernier, le gouvernement ontarien a annoncé un déficit relativement faible de 500 millions de dollars pour l'exercice se terminant en mars. Plus récemment, le ministre des Finances Dwight Duncan a affirmé que le déficit pourrait totaliser 18 milliards au cours des deux exercices financiers à venir. Ceci reflétera entre autres des mesures considérables pour stimuler l'économie, y compris des fonds pour la construction d'infrastructures en complément au programme d'infrastructures fédéral annoncé dans le budget de janvier. Les incitatifs budgétaires — qui viennent s'ajouter aux nombreuses mesures de stimulation monétaire déjà en place — devraient permettre de contenir la récession que subit la province et favoriser la reprise en 2010. On prévoit

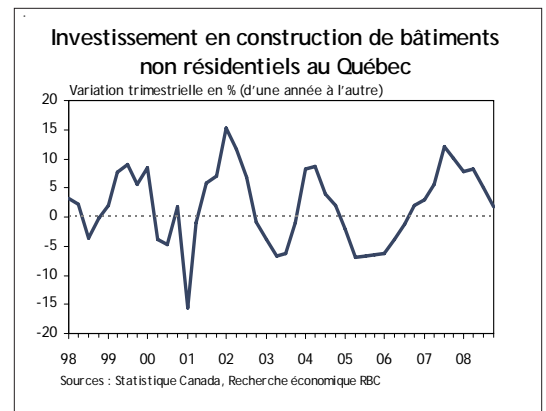
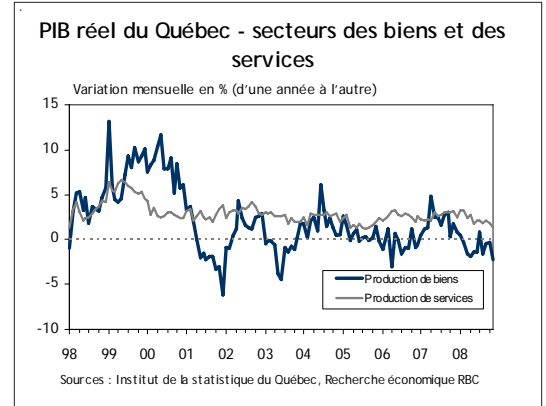
que le PIB réel de l'Ontario reculera de 1,5 % en 2009 – la deuxième chute en importance derrière l'Alberta, mais qu'il affichera une croissance de 2,4 % l'an prochain. La reprise prévue aux États-Unis constituera un facteur encore plus important dont il faudra tenir compte dans nos prévisions pour 2010, car elle sera appuyée par des mesures de stimulation budgétaire et monétaire sans précédent dans ce pays.

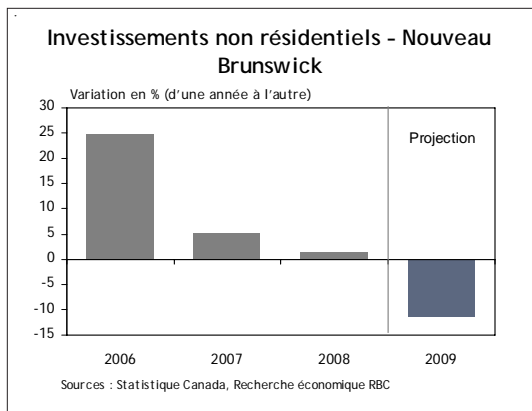
## Québec – Les infrastructures modèrent le vent de la récession

L'économie du Québec a été assez bien épargnée par la récession mondiale jusqu'à maintenant, mais les puissantes forces négatives qu'elle doit encore combattre exerceront malheureusement leur effet en 2009. Jusqu'à tout récemment, la vigueur soutenue du secteur intérieur de l'économie de la province avait largement compensé le fléchissement du commerce extérieur – segment touché par le ralentissement de la demande aux États-Unis et l'appréciation du dollar canadien qui a précédé. Les dépenses de consommation et la construction non domiciliaire ont affiché des progrès constants. La construction domiciliaire et l'emploi ont gardé leur élan. Même le secteur manufacturier a fait une avancée à un certain moment. Puis, vers la fin de l'année, des signes de ralentissement se sont manifestés. Les ventes des détaillants et des grossistes ont commencé à diminuer. La construction, tant domiciliaire que non domiciliaire, a ralenti. Le secteur manufacturier s'est effondré, tout comme la revente de maisons. Il est devenu évident que la résistance du Québec au ralentissement mondial avait atteint ses limites et que la province se dirigeait, elle aussi, vers une récession.

De fait, nous prévoyons que l'activité économique de la province se contractera cette année pour la première fois depuis 1991 et que le PIB réel cèdera 0,5 %. Cette faiblesse sera généralisée. Les exportations continueront à souffrir d'une demande anémique de la part des États-Unis et de l'Ontario, du moins au cours du premier semestre. L'érosion de la confiance des entreprises et des consommateurs de même que les tensions persistantes sur les marchés du crédit entraveront l'investissement de capitaux privés et les dépenses individuelles. Ce climat pèsera aussi sur la construction domiciliaire, dont le fléchissement devrait s'accroître. Les mises en chantier devraient passer de presque 48 000 unités l'an dernier à 36 000 en 2009, un plancher jamais vu en huit ans. La province ne pouvant compter que sur peu de facteurs positifs compensateurs, les conditions du marché du travail devraient se détériorer considérablement. Pour la première fois depuis 1996, l'emploi devrait chuter (de 1 %), ce qui portera le taux de chômage à 8,4 % en moyenne par rapport à 7,2 % l'an dernier.

Cette faiblesse s'infiltrera dans la plupart des secteurs de l'économie du Québec, mais la récession ne devrait pas frapper aussi fort que dans d'autres provinces telles que l'Alberta ou l'Ontario, et cela surtout en raison d'une augmentation des dépenses d'investissement en immobilisations dans le secteur public au Québec. Dans sa mise à jour économique de janvier, le gouvernement provincial a annoncé qu'il élargirait son plan quinquennal d'infrastructures - un plan représentant des dépenses qui devraient atteindre le montant total cumulatif de 42 milliards de dollars en 2013. Les dépenses liées aux routes, aux systèmes de transport en commun, aux établissements de soins de santé et d'enseignement de même qu'aux infrastructures municipales ou autres devraient augmenter de plus de 8 % au cours du prochain exercice financier. Hydro-Québec entend





aussi augmenter de 11 % ses dépenses d'investissement en immobilisations. Ce bond d'activités du secteur public compensera presque parfaitement la diminution des investissements du secteur privé. D'après la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, le total des dépenses d'investissement en immobilisations non résidentielles affiche une légère tendance à la baisse (-0,4 %) pour le Québec en 2009, une diminution beaucoup moins marquée que le recul de 6,6 % prévu pour l'ensemble des provinces. À la faveur de la reprise prévue aux États-Unis et en Ontario, la performance économique générale de la province devrait s'améliorer en 2010. Le climat d'incertitude fera progressivement place à un climat de confiance qui favorisera une hausse des dépenses des consommateurs et des entreprises. Le PIB réel devrait se redresser et croître de 2,3 %, ce qui est toutefois légèrement inférieur à la moyenne nationale.

### Nouveau-Brunswick – Une réduction des dépenses en immobilisations nuit à la performance

Le vent froid de la récession qui balaie la planète nous a obligés à réviser à la baisse les prévisions relatives à l'économie du Nouveau-Brunswick. Alors que les perspectives provinciales de décembre prévoient une augmentation du PIB réel de 1,2 %, les dernières prévisions annoncent un recul de 0,6 % pour 2009, principalement attribuable à une demande à l'exportation plus faible que prévu et à une diminution des prix des produits de base. Sur la scène intérieure, les conditions semblent aussi se détériorer, car des données récentes signalent un affaiblissement accru du secteur de l'habitation et du marché du travail. Après avoir atteint un récent sommet de 5 300 unités (en chiffres annualisés) en mai 2008, les mises en chantier ont chuté à 4 100 et 3 900 unités aux troisième et quatrième trimestres respectivement. Si l'emploi est resté relativement stable, le taux de chômage du Nouveau-Brunswick a encore affiché une tendance à la hausse ; il a atteint 8,7 % en janvier dernier par rapport à un plancher de 7,6 % en 2007.

En 2008, l'activité économique de la province était soutenue par d'importantes dépenses en immobilisations consacrées à divers projets tels que le terminal de Canaport LNG. Toutefois, les dépenses liées à ce projet, censées diminuer beaucoup en 2009, ont sans doute pesé lourd dans la baisse de 11,4 % des dépenses en immobilisations non résidentielles que Statistique Canada prévoit pour la province cette année dans sa dernière enquête sur les intentions relatives à l'investissement privé et public. L'ampleur de cette chute a été limitée par une augmentation des dépenses prévues cette année au titre de l'expansion de la mine de potasse Sussex et des travaux en cours à la centrale nucléaire Lepreau. L'enquête sur les intentions d'investissement privé et public a été menée avant le dernier budget fédéral et le prochain budget provincial. Les chiffres indiqués dans cette enquête sous-estiment donc probablement les dépenses en immobilisations effectuées dans la province une fois entrepris les divers projets d'infrastructures prévus dans les mesures de relance budgétaire. Néanmoins, les dépenses en immobilisations du secteur public risquent fort de constituer un facteur déterminant en 2010 et de contribuer à la croissance provinciale de 2,7 % que nous prévoyons pour cette année-là, poussée qui s'ajoutera au dynamisme provenant de la reprise de la croissance attendue aux États-Unis.

### Nouvelle-Écosse – L'investissement des entreprises ne fléchit



## toujours pas

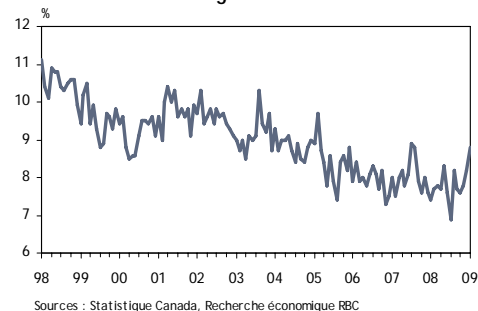
Sur la scène intérieure, la situation économique de la Nouvelle-Écosse a récemment montré des signes de fléchissement qui se sont manifestés sur le marché du travail, où les emplois ont à peine augmenté pendant tout le quatrième trimestre de l'an dernier et le début de 2009. Le taux de chômage est passé d'une moyenne de 7,6 % au troisième trimestre de 2008 à 8,8 % au début de 2009. Le ralentissement de la croissance du revenu en découlant a sans doute aussi provoqué une baisse prononcée des mises en chantier, lesquelles ont chuté à 3 400 unités (chiffres annualisés) au dernier trimestre de 2008 contre 5 800 durant la même période un an plus tôt, bien qu'elles aient remonté quelque peu durant les deux premiers mois de 2009 (affichant une moyenne de 3 700). Cette détérioration de la situation économique de la Nouvelle-Écosse s'explique par une récession mondiale qui commence à peser plus lourdement sur la croissance dans la province, et il est peu probable que cette faiblesse se dissipe rapidement. Nous avons donc révisé à la baisse les prévisions de croissance pour la Nouvelle-Écosse cette année et les avons établies à 0,4 % par rapport au taux de 0,8 % prévu le trimestre dernier. Pour 2010, on s'attend à une croissance atteignant 2,5 % en raison de la fin de la récession de l'économie américaine.

Malgré cette révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2009, la province devrait encore surpasser la moyenne nationale et compter parmi les trois seules provinces à connaître une croissance de ses activités, étant donné que les dépenses en immobilisations y resteront élevées. Par exemple, les dépenses liées à l'aménagement du gisement de gaz naturel Deep Panuke, un projet de 760 millions de dollars, devraient augmenter. Dans sa récente enquête sur les intentions d'investissement privé et public, Statistique Canada signale que les travaux relatifs à ce projet représentaient une part importante de l'augmentation de 6,6 % des dépenses en immobilisations prévues pour la province cette année. La province se classe ainsi au deuxième rang au chapitre de la croissance des dépenses en immobilisations (étant surpassée par la seule province de Terre-Neuve-et-Labrador), et elle se distance nettement de l'ensemble du pays, qui devrait enregistrer un recul de 6,6 %. La production de gaz naturel du gisement Deep Panuke devrait commencer à la fin de l'année prochaine. Les promoteurs de ce projet ont récemment annoncé que la capacité de production de gaz naturel de ce gisement est déjà entièrement engagée. Le rebond de la croissance en Nouvelle-Écosse en 2010 coïncidera avec le début de cette production. Toutefois, il sera principalement alimenté par la reprise économique que nous entrevoyons aux États-Unis.

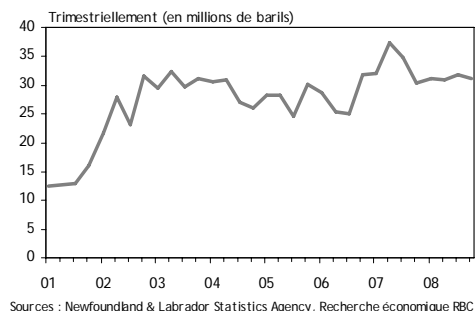
## Terre-Neuve-et-Labrador – Un milliard de barils et plus

L'industrie pétrolière en mer de la province de Terre-Neuve-et-Labrador a franchi un seuil en janvier en produisant son milliardième baril de pétrole. C'était là un autre rappel du long chemin parcouru dans le domaine du développement énergétique au large de la côte de la province et de son énorme contribution à la transformation de Terre-Neuve-et-Labrador en une province pourvue d'une économie dynamique. Néanmoins, la chute vertigineuse des prix de l'énergie depuis l'été dernier et la diminution de la production des puits provinciaux parvenus à maturité a mis fin aux réjouissances. La véritable fête pourrait devoir attendre jusqu'à l'expansion du projet White Rose, prévue pour la fin de l'année ou le début de l'an prochain, dont la mise en oeuvre donnera à l'industrie – et à l'économie provinciale – une bouffée d'oxygène. Entre-temps, la baisse de la

Taux de chômage - Nouvelle-Écosse



Production de pétrole brut - Terre-Neuve-et-Labrador



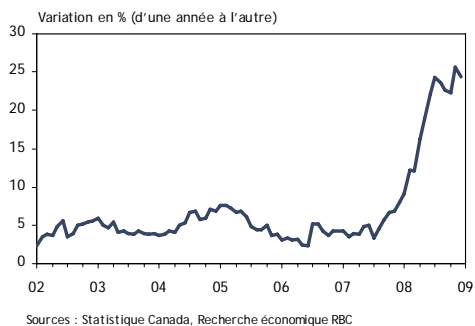
production pétrolière entravera considérablement l'activité économique de la province, et c'est principalement ce qui explique nos prévisions de baisse du PIB réel en 2009 (un recul de 1,2 % après une croissance approximative de 1,3 % l'an dernier). Cette faiblesse sera accentuée par la diminution prévue de la production de minerais (résultant notamment de la morosité du marché) et par la récente fermeture de l'usine de papier journal d'AbitibiBowater à Grand Falls.

Malgré ces difficultés, le climat reste relativement optimiste dans la province. D'immenses projets d'investissement – dont une usine d'hydrométallurgie de 2 milliards \$ pour le traitement du nickel à Long Harbour – se poursuivent et le gouvernement provincial a récemment annoncé une forte augmentation des dépenses en infrastructures. D'après l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement en immobilisations, les dépenses en capital de Terre-Neuve-et-Labrador devraient augmenter à un rythme plus rapide (de presque 13 %) que celui de toutes les autres provinces en 2009. Les résidents ayant quitté la province y reviennent en grand nombre. La demande d'habitations s'en trouve stimulée, de même que celle des biens et services de consommation. Les marchés de l'habitation ont été très étroits jusqu'à tout récemment, et les prix continuent de monter au rythme annualisé le plus élevé au pays. La construction d'habitations devrait rester relativement stable cette année ; on s'attend à ce que les mises en chantier dépassent légèrement les 3 200 unités de l'an dernier, un sommet jamais atteint en 19 ans. On prévoit également que cette relative robustesse de l'activité intérieure se maintiendra l'an prochain et qu'elle constituera le principal facteur favorisant un retour à une croissance économique positive lorsque la production pétrolière aura été stabilisée par l'expansion de White Rose.

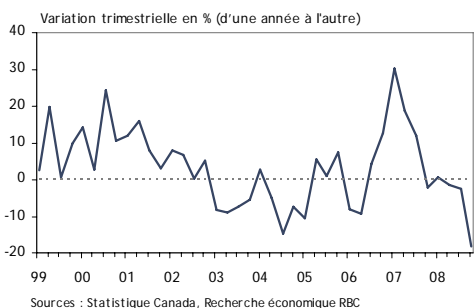
### Île-du-Prince-Edouard – Pas vraiment à l'abri de la récession

Le vieil adage voulant que la production alimentaire soit un secteur à l'abri des récessions devrait rassurer un peu les résidents et les entreprises de l'Île-du-Prince-Edouard, étant donné la forte prépondérance de l'industrie de la transformation des aliments dans la province. De fait, jusqu'à maintenant, les exportations d'aliments transformés (principalement des produits à base de pommes de terre) ont été assez soutenues pendant la présente récession mondiale. Il semble, toutefois, que les ventes sur le marché canadien ne se soient pas maintenues aussi bien, compte tenu de la forte baisse des expéditions de produits alimentaires industriels à la fin de 2008. Ce sont, de toute évidence, les pêcheurs de homards qui sont touchés par la récession, car les prix du homard au débarquement ont chuté considérablement. La récession mine aussi le secteur du tourisme de la province, car elle réduit beaucoup les voyages des touristes américains et tendra probablement à avoir le même effet sur les Canadiens, étant donné que la récession entravera l'économie canadienne au premier semestre de 2009. Pour contrer ce repli de l'économie, le gouvernement provincial a lancé un important programme quinquennal de dépenses en immobilisations qui se traduira par une forte hausse des dépenses publiques dans les infrastructures de la santé, de l'éducation et du transport au cours de l'exercice financier 2009-2010. Malgré tout, l'achèvement d'importants projets se traduira cette année par une diminution de 8,5 % des dépenses provinciales en immobilisations d'après la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement en immobilisations. Tout compte fait, nous prévoyons que le PIB réel reculera de 0,8 % en 2009 étant donné que le vent de la récession soufflera sur la province. Une amélioration de la situation mondiale devrait contribuer à créer un climat propice à une croissance de 2 % l'an prochain.

**Indice des prix des logements neufs – T.-N.-L.**



**Ventes des fabricants de produits alimentaires de l'Î.-P.-É.**



## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail			
									%				Milliers							
	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10	07	08	09	10
T.-N. & L.	9,1	1,3	-1,2	3,0	0,7	1,5	-1,5	1,2	13,6	13,2	14,0	14,2	2,6	3,2	3,3	3,0	9,0	7,7	-1,1	4,5
Î.-P.-É.	2,4	1,5	-0,8	2,0	1,1	1,3	-2,3	0,9	10,3	10,7	12,2	12,2	0,8	0,7	0,6	0,7	7,7	4,8	-1,4	4,1
N.-É.	1,7	1,2	0,4	2,5	1,3	1,2	0,0	1,0	8,0	7,7	8,9	9,1	4,8	4,3	3,2	3,5	4,2	4,5	-1,1	4,9
N.-B.	1,7	1,6	-0,6	2,7	2,1	0,9	-0,3	0,6	7,5	8,6	9,8	10,0	4,2	4,2	3,3	3,5	5,7	4,9	-1,5	4,0
QUÉ.	2,6	0,8	-0,5	2,3	2,3	0,8	-1,0	1,2	7,2	7,2	8,4	8,5	48,6	47,9	36,0	37,0	4,6	4,9	-1,3	5,1
ONT.	2,3	-0,2	-1,9	2,4	1,6	1,4	-1,9	1,3	6,4	6,5	8,6	8,7	68,1	75,6	58,0	65,0	3,9	3,3	-2,7	4,8
MAN.	3,3	2,7	0,5	2,8	1,6	1,7	0,2	1,5	4,4	4,1	5,0	5,3	5,7	5,6	4,6	5,3	8,8	7,1	0,4	5,6
SASK.	2,5	3,4	0,9	2,4	2,1	2,2	1,4	1,2	4,2	4,1	4,5	4,8	6,0	6,8	4,4	3,7	13,0	10,4	0,8	6,1
ALB.	3,1	1,2	-2,3	2,7	4,7	2,7	-0,6	1,4	3,5	3,6	5,7	5,9	48,3	29,0	22,3	28,0	9,3	-0,2	-2,9	5,4
C.-B.	3,0	0,6	-1,5	2,9	3,2	2,1	-1,9	2,2	4,2	4,6	6,8	6,8	39,2	34,3	19,4	23,0	6,7	0,2	-3,9	6,0
CANADA	2,7	0,5	-1,4	2,6	2,3	1,5	-1,3	1,4	6,0	6,1	7,8	8,0	228	211	155	173	5,8	3,2	-2,2	5,2

## Tableau comparatif

2007, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (2008, milliers)	508	140	938	747	7 742	12 910	1 206	1 014	3 574	4 374
Produit intérieur brut (milliards \$)	29,5	4,5	33,0	26,9	296,7	585,0	48,5	51,6	258,9	192,5
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19,7	4,1	28,8	23,7	265,9	536,3	41,7	39,8	187,5	164,6
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,1	40,6	3,2	3,0	14,2	12,5
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 02-07, %)	3,7	2,3	1,2	2,3	1,9	2,3	2,6	3,0	4,5	3,6
PIB réel par habitant (\$)	38 825	29 943	30 827	31 579	34 553	41 934	35 151	40 008	54 187	37 629
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 02-07, %)	4,2	2,1	1,2	2,3	1,3	1,2	2,1	3,0	2,3	2,3
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 924	22 466	24 365	23 690	24 473	27 743	25 157	25 378	35 349	26 833
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	0,7	1,2	1,0	1,3	1,4	1,5	1,2	1,5	3,2	2,8
Taux d'emploi (janvier, 2009 %)	50,5	59,2	58,9	59,4	60,2	62,3	66,3	67,4	71,6	61,7
Indice d'inconfort (inflation + chômage)	17,3	14,3	11,4	10,2	10,0	8,8	6,9	8,0	6,0	6,9
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,6	11,8	9,8	12,7	18,9	18,3	12,9	7,2	9,3	10,6
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	54,0	70,4	70,3	67,5	63,3	58,8	63,3	58,4	50,3	68,6
Exportations (% du PIB réel)	39,6	31,5	25,3	43,8	36,3	45,8	31,9	40,1	35,9	28,6

## Colombie-Britannique

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
PIB réel	2002 millions de dollars	141,435	146,541	152,998	159,733	164,583	165,488	163,006	167,798
	évolution (%)	2.3	3.6	4.4	4.4	3.0	0.6	-1.5	2.9
Nombre d'emplois	en milliers	2,014.7	2,062.7	2,130.6	2,195.5	2,266.3	2,314.3	2,271.1	2,321.1
	évolution (%)	2.5	2.4	3.3	3.0	3.2	2.1	-1.9	2.2
Taux de chômage	(%)	8.0	7.2	5.9	4.8	4.2	4.6	6.8	6.8
Ventes au détail	en millions de dollars	44,421	47,217	49,286	52,837	56,365	56,484	54,284	57,542
	évolution (%)	2.7	6.3	4.4	7.2	6.7	0.2	-3.9	6.0
Mises en chantier	unités	26,174	32,925	34,667	36,443	39,195	34,250	19,367	23,000
	évolution (%)	21.0	25.8	5.3	5.1	7.6	-12.6	-43.5	18.8

Source: Statistique Canada, prévisions du Recherche économique RBC

## Alberta

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	155,359	163,564	171,416	181,791	187,493	189,649	185,287	190,364
	évolution (%)	3.2	5.3	4.8	6.1	3.1	1.2	-2.3	2.7
Nombre d'emplois	en milliers	1,716.7	1,757.5	1,784.4	1,870.7	1,959.4	2,013.3	2,001.1	2,029.1
	évolution (%)	2.7	2.4	1.5	4.8	4.7	2.7	-0.6	1.4
Taux de chômage	(%)	5.1	4.6	3.9	3.4	3.5	3.6	5.7	5.9
Ventes au détail	en millions de dollars	39,318	43,372	48,493	55,942	61,160	61,035	59,287	62,511
	évolution (%)	4.4	10.3	11.8	15.4	9.3	-0.2	-2.9	5.4
Mises en chantier	unités	36,171	36,270	40,847	48,962	48,336	28,967	22,275	28,000
	évolution (%)	-6.7	0.3	12.6	19.9	-1.3	-40.1	-23.1	25.7

## Saskatchewan

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	35,921	37,741	38,970	38,860	39,834	41,168	41,539	42,553
	évolution (%)	4.6	5.1	3.3	-0.3	2.5	3.4	0.9	2.4
Nombre d'emplois	en milliers	476.1	479.7	483.5	491.6	501.7	512.7	520.0	526.3
	évolution (%)	1.7	0.8	0.8	1.7	2.1	2.2	1.4	1.2
Taux de chômage	(%)	5.6	5.3	5.1	4.7	4.2	4.1	4.5	4.8
Ventes au détail	en millions de dollars	9,858	10,259	10,796	11,495	12,984	14,337	14,456	15,339
	évolution (%)	5.0	4.1	5.2	6.5	13.0	10.4	0.8	6.1
Mises en chantier	unités	3,315	3,781	3,437	3,715	6,007	6,792	4,367	3,700
	évolution (%)	11.9	14.1	-9.1	8.1	61.7	13.1	-35.7	-15.3

## Manitoba

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37,059	37,861	38,783	40,344	41,662	42,766	42,980	44,201
	évolution (%)	1.4	2.2	2.4	4.0	3.3	2.7	0.5	2.8
Nombre d'emplois	en milliers	570.3	576.6	580.3	587.0	596.5	606.7	607.9	617.1
	évolution (%)	0.5	1.1	0.6	1.1	1.6	1.7	0.2	1.5
Taux de chômage	(%)	5.0	5.3	4.8	4.3	4.4	4.1	5.0	5.3
Ventes au détail	en millions de dollars	10,953	11,692	12,381	12,870	14,008	14,997	15,054	15,894
	évolution (%)	3.6	6.7	5.9	3.9	8.8	7.1	0.4	5.6
Mises en chantier	unités	4,206	4,440	4,731	5,028	5,738	5,550	4,625	5,250
	évolution (%)	16.3	5.6	6.6	6.3	14.1	-3.3	-16.7	13.5

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Ontario

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	484,341	496,780	510,626	524,105	536,340	535,053	524,887	537,694
	évolution (%)	1.4	2.6	2.8	2.6	2.3	-0.2	-1.9	2.4
Nombre d'emplois	en milliers	6,213.2	6,316.5	6,397.8	6,492.7	6,593.8	6,687.3	6,562.1	6,645.2
	évolution (%)	3.0	1.7	1.3	1.5	1.6	1.4	-1.9	1.3
Taux de chômage	(%)	6.9	6.8	6.6	6.3	6.4	6.5	8.6	8.7
Ventes au détail	en millions de dollars	125,122	129,086	135,321	140,808	146,252	151,113	147,043	154,032
	évolution (%)	3.4	3.2	4.8	4.1	3.9	3.3	-2.7	4.8
Mises en chantier	unités	85,180	85,114	78,795	73,417	68,123	75,567	58,000	65,000
	évolution (%)	1.9	-0.1	-7.4	-6.8	-7.2	10.9	-23.2	12.1

## Québec

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	244,422	251,028	254,708	259,032	265,888	267,882	266,543	272,780
	évolution (%)	1.2	2.7	1.5	1.7	2.6	0.8	-0.5	2.3
Nombre d'emplois	en milliers	3,628.8	3,680.5	3,717.3	3,765.5	3,851.7	3,881.7	3,844.5	3,889.2
	évolution (%)	1.7	1.4	1.0	1.3	2.3	0.8	-1.0	1.2
Taux de chômage	(%)	9.1	8.5	8.3	8.0	7.2	7.2	8.4	8.5
Ventes au détail	en millions de dollars	75,326	78,518	82,533	86,709	90,663	95,123	93,907	98,693
	évolution (%)	4.5	4.2	5.1	5.1	4.6	4.9	-1.3	5.1
Mises en chantier	unités	50,289	58,448	50,910	47,877	48,553	47,925	36,000	37,000
	évolution (%)	18.5	16.2	-12.9	-6.0	1.4	-1.3	-24.9	2.8

## Nouveau-Brunswick

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	21,765	22,366	22,727	23,280	23,669	24,038	23,894	24,539
	évolution (%)	2.8	2.8	1.6	2.4	1.7	1.6	-0.6	2.7
Nombre d'emplois	en milliers	343.1	350.1	350.5	355.4	362.8	366.2	365.2	367.4
	évolution (%)	0.0	2.0	0.1	1.4	2.1	0.9	-0.3	0.6
Taux de chômage	(%)	10.3	9.8	9.7	8.8	7.5	8.6	9.8	10.0
Ventes au détail	en millions de dollars	7,827	7,963	8,326	8,814	9,318	9,776	9,630	10,020
	évolution (%)	0.5	1.7	4.6	5.9	5.7	4.9	-1.5	4.0
Mises en chantier	unités	4,489	3,947	3,959	4,085	4,242	4,175	3,333	3,450
	évolution (%)	16.2	-12.1	0.3	3.2	3.8	-1.6	-20.2	3.5

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



## Nouvelle-Écosse

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27,464	27,710	28,069	28,328	28,803	29,134	29,251	29,982
	évolution (%)	1.4	0.9	1.3	0.9	1.7	1.2	0.4	2.5
Nombre d'emplois	en milliers	431.2	442.2	443.0	441.8	447.6	453.2	453.2	457.8
	évolution (%)	2.0	2.6	0.2	-0.3	1.3	1.2	0.0	1.0
Taux de chômage	(%)	9.1	8.8	8.4	7.9	8.0	7.7	8.9	9.1
Ventes au détail	en millions de dollars	10,015	10,297	10,527	11,163	11,636	12,154	12,024	12,614
	évolution (%)	1.8	2.8	2.2	6.0	4.2	4.5	-1.1	4.9
Mises en chantier	unités	5,096	4,717	4,775	4,896	4,750	4,267	3,200	3,500
	évolution (%)	2.5	-7.4	1.2	2.5	-3.0	-10.2	-25.0	9.4

## Île-du-Prince-Édouard

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3,778	3,877	3,955	4,051	4,149	4,209	4,175	4,259
	évolution (%)	2.1	2.6	2.0	2.4	2.4	1.5	-0.8	2.0
Nombre d'emplois	en milliers	66.1	66.9	68.2	68.6	69.3	70.3	68.7	69.3
	évolution (%)	2.2	1.3	1.9	0.6	1.1	1.3	-2.3	0.9
Taux de chômage	(%)	11.0	11.2	10.8	11.1	10.3	10.7	12.2	12.2
Ventes au détail	en millions de dollars	1,383	1,385	1,424	1,512	1,629	1,708	1,684	1,752
	évolution (%)	1.0	0.1	2.8	6.2	7.7	4.8	-1.4	4.1
Mises en chantier	unités	814	919	862	738	750	700	625	700
	évolution (%)	5.0	12.9	-6.2	-14.4	1.6	-6.7	-10.7	12.0

## Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17,419	17,209	17,531	18,058	19,696	19,942	19,703	20,294
	évolution (%)	5.8	-1.2	1.9	3.0	9.1	1.3	-1.2	3.0
Nombre d'emplois	en milliers	212.3	214.3	214.1	215.7	217.1	220.3	217.1	219.7
	évolution (%)	2.4	1.0	-0.1	0.7	0.7	1.5	-1.5	1.2
Taux de chômage	(%)	16.5	15.7	15.2	14.8	13.6	13.2	14.0	14.2
Ventes au détail	en millions de dollars	5,736	5,755	5,826	6,026	6,567	7,073	6,998	7,317
	évolution (%)	6.1	0.3	1.2	3.4	9.0	7.7	-1.1	4.5
Mises en chantier	unités	2,692	2,870	2,498	2,234	2,649	3,233	3,325	3,000
	évolution (%)	11.3	6.6	-13.0	-10.6	18.6	22.1	2.8	-9.8

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

